



___ "Menaces, défis et changement" : un point de départ pour le passage au XXIe siècle

Le président du **Groupe de personnalités de haut niveau** chargé d'examiner les nouvelles menaces et défis auxquels est confrontée la communauté internationale, l'ancien premier ministre thaïlandais **Anand Panyarachun de la Thaïlande**, a présenté, le **2 décembre 2004**, à New York, son rapport intitulé : "**Un monde plus sûr : notre affaire à tous**", après l'avoir remis officiellement à **Kofi Annan**, secrétaire général des Nations unies.



Anand Panyarachun remet son rapport à Kofi Annan.
Photo Onu.

Nommé il y a un an par Kofi Annan, le groupe des 16 "sages" - comprenant notamment **Gro Harlem Brundtland**, ancien premier ministre de la Norvège et ancienne directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et **Robert Badinter**, ancien président du Conseil constitutionnel français - avance des recommandations pour accroître la légitimité et l'efficacité des Nations unies. La plus haute instance de l'organisation, le **Conseil de sécurité**, élargi à 24 membres, garderait ses cinq membres permanents actuels et ceux-ci conserveraient leur droit de veto.

"Après un an de travaux, c'est un rapport substantiel que nous rendons, dont nous espérons qu'il facilitera le programme de changement du système des Nations unies", a déclaré Anand Panyarachun, qui a précisé que "c'est sur l'interconnexion des menaces que s'est concentrée le Groupe", puisque dans le monde actuel, une menace à l'égard d'un Etat représente une menace pour tous.

Le rôle des Nations unies depuis la Seconde Guerre mondiale

"Nous avons évalué les performances des Nations unies par le passé, et nous en avons conclu que l'Organisation ne recevait pas la reconnaissance qu'elle méritait". Les Nations unies ont aidé à mettre fin à de nombreuses guerres civiles ces 50 dernières années, à empêcher la prolifération des armes nucléaires et à contenir la diffusion de certaines maladies infectieuses, comme le SRAS", a-t-il estimé, ajoutant néanmoins "qu'au XXIe, il fallait examiner les nouveaux acteurs, les nouvelles circonstances et les nouvelles menaces, notamment pour renforcer les mesures de prévention : le suivi, les inspections, la médiation, le maintien et la consolidation de la paix".

Harlem Brundtland a souligné que la **sécurité collective** doit se fonder sur des Etats efficaces et responsables, en tant qu'entités au premier front de toutes les menaces décrites dans le rapport.

En conséquence, c'est le développement, moteur du renforcement des Etats, qui doit être la première mesure de sécurité collective, a-t-elle fait remarquer. "Combattre la pauvreté ne fera pas que sauver des millions de vie, mais permettra de renforcer la capacité des Etats à lutter contre le terrorisme, le crime ou la prolifération".

"C'est une stratégie qui est dans l'intérêt tant des Etats développés qu'en développement", a-t-elle estimé, rappelant que s'ils étaient parvenus à un consensus sur la **Déclaration du Millénaire** et sur ses suites, ces objectifs étaient encore loin d'être atteints.

Pour le Groupe de personnalités, la contribution à l'assistance au développement, notamment en y

affectant 0,7% du PNB est si importante qu'elle doit faire partie des critères retenus pour savoir si un Etat contribue suffisamment à l'Organisation et s'il est éligible à un poste au Conseil de sécurité, a suggéré Harlem Brundtland.

Cette dernière a estimé par ailleurs que les Nations unies devraient faire plus pour aider les Etats à se relever d'un conflit à toutes les étapes et que c'est notamment l'objectif de la nouvelle institution proposée par le groupe, la **Commission de consolidation de la paix**.

Réformer la Charte

Interrogé sur l'importance de la **réforme du Conseil de sécurité** et sur sa pertinence, le président du Groupe a rappelé que la question était à l'ordre du jour depuis longtemps. "Certains Etats qualifiés "d'Etats ennemis" figurent à présent parmi les dix premiers contributeurs de l'Organisation, en termes de maintien de la paix, de contributions volontaires, de soutien diplomatique", a-t-il rappelé.

"Tout le monde reconnaît donc la **nécessité de procéder à une réforme de la Charte**, notamment concernant les organes principaux" pour refléter la réalité politique et la distribution géographique du monde, a-t-il souligné, expliquant que ce n'est qu'après un "très long débat" que le Groupe était parvenu à deux modèles principaux pour la réforme du Conseil de sécurité.

Interrogé enfin le coût de la réforme, Stephen Stedman a rappelé que toute prévention efficace d'un conflit permettrait de faire des économies substantielles en matière de maintien de la paix, sans même parler de la prévention d'une attaque terroriste nucléaire.

"En définitive", a déclaré le président du Groupe, "c'est aux Etats qu'il revient de décider s'ils veulent une ONU efficace ou **non**".

Développement et système de sécurité collective

Par ailleurs, dans une note accompagnant le rapport transmis aux Etats membres des Nations unies, **Kofi Annan** déclare souscrire "sans réserve à la thèse première du rapport, qui propose un concept plus large et plus global de la sécurité collective, permettant d'appréhender toutes les menaces, anciennes et nouvelles, et les problèmes de sécurité de tous les Etats - riches et pauvres, faibles et forts".

"Nous ne pouvons pas envisager indépendamment les uns des autres les problèmes que sont le terrorisme, les guerres civiles ou la misère", souligne le secrétaire général des Nations unies, pour qui "nos institutions doivent dépasser leurs préoccupations étroites et apprendre à appréhender dans la concertation tout l'éventail des questions qui se posent à nous".

Kofi Annan appuie les conclusions du rapport, qui souligne que "la lutte contre les menaces d'aujourd'hui doit être au premier chef l'affaire d'Etats compétents et responsables" et que **le développement doit être la pierre angulaire du nouveau système de sécurité collective**. Il trouve judicieuse l'idée novatrice de **sécurité biologique**, face aux périls du VIH/sida et du bioterrorisme.

Le secrétaire général des Nations unies recommande aussi aux Etats de prendre soigneusement en considération les recommandations concernant l'amélioration des sanctions et de la médiation et des critères servant à déterminer quand l'emploi de la force se justifie, et il expose les mesures qui devront être prises au niveau de l'Organisation, du système des Nations unies et "au plus haut niveau gouvernemental" pour leur mise en oeuvre.

Kofi Annan compte s'appuyer sur ce rapport pour **soumettre des propositions de réforme des Nations unies** que l'Assemblée générale pourrait adopter en septembre 2005, pour le 60ème anniversaire de l'Organisation.

Source : Nations unies, New York, 2 décembre 2004.